



## CONSULTATION COMPOSANTE DE SOUTIRAGE TURPE 6

### CONTRIBUTION DE L'UNELEG

Les Entreprises Locales de Distribution d'électricité (ELD) adhérentes de l'UNELEG remercient la Commission de régulation de l'énergie d'avoir organisé cette consultation et souhaitent apporter leur contribution dans le cadre de la construction de TURPE 6.

L'Union Nationale des Entreprises Locales d'Electricité et de Gaz (UNELEG) est un syndicat professionnel qui compte 75 entreprises adhérentes, correspondant à plus de 1,3 millions de points de livraison, soit 17 TWh de volume d'électricité acheminée.

Les ELD confirment, comme évoqué par la CRE en page 2 du document de consultation, le besoin de visibilité et les délais nécessaires pour adapter les systèmes d'information des opérateurs de réseaux et des acteurs de marché. Les ELD souhaitent néanmoins alerter la CRE que des développements SI nécessaires demandent des délais incompressibles, et ne peuvent être engagés que sur le fondement d'une délibération définitive, et non d'un unique document de consultation. Afin que les gestionnaires de réseaux puissent engager ces développements qui s'imposent tout en bénéficiant des délais nécessaires pour les mettre en œuvre, nous souhaiterions que la CRE prenne une délibération intermédiaire, sur la structure, plus tôt.

<b>Question 1 : êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?</b>
---

**Réponse :** Au-delà des critères et principes listés dans le document de consultation et auxquels nous souscrivons, il nous semble toujours pertinent d'ajouter ces trois nouveaux principes :

- Un principe de « prévisibilité » nous semble légitime pour donner une vision de long terme aux utilisateurs du réseau. Ce principe conduirait à indiquer les grandes tendances et leurs conséquences probables sur la structure et le niveau du TURPE à moyen/long terme.
- De même, un principe de couverture des coûts des gestionnaires de réseaux publics de distribution devrait également apparaître.
- Enfin, étant donné les conséquences qu'une évolution du TURPE pourrait avoir sur les systèmes d'informations des GRD, il est souhaitable d'instaurer un principe de simplicité. Il se traduirait par le fait de privilégier, par principe, des évolutions qui ont de faibles impacts SI.

<b>Question 2 : êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?</b>
---

**Réponse :** une méthodologie s'appuyant sur le coût marginal permet de refléter au mieux les coûts engendrés par chaque usager du réseau. En ce sens, une telle méthodologie, qui entraîne d'ailleurs une meilleure répartition part fixe/ part énergie, nous semble favorable d'autant que les évolutions de facture semblent limitées.

**Question n°3 : êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?**

**Réponse :** L'UNELEG est globalement favorable aux évolutions de méthodologies envisagées par la CRE sans être toutefois à même de se prononcer sur les paramètres utilisés.

**Question 4 : êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT>36 kVA ?**

**Réponse :** L'UNELEG est favorable aux évolutions proposées. Nous notons que l'augmentation de la composante « puissance souscrite » de la facture des clients professionnels relevant des tarifs HTA et BT  $\geq 36$  kVA sera compensée par une réduction de la part proportionnelle à l'énergie.

**Question 5 : êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?**

**Réponse :** les ELD constatent également la très faible souscription et la complexité associée à cette option. Nous sommes toujours favorables à la suppression de cette option.

Les coûts associés à une telle option sont à la fois les coûts de développement, déjà supportés par Enedis, mais également des coûts récurrents liés au SI : à chaque évolution du SI quelle qu'elle soit, il est nécessaire d'en étudier les impacts sur toutes les options. Maintenir une option extrêmement peu voire pas souscrite engendre des coûts inopportuns pour l'ensemble des GRD, y compris pour ceux qui proposent déjà cette option, et pour la collectivité.

**Question 6 : êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?**

**Réponse :** Nous partageons la cible : une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles qui permettrait de mieux refléter les coûts et de faire émerger des offres innovantes. S'agissant des modalités pour atteindre cette cible, nous formulons plusieurs remarques :

- Les options non saisonnalisées et le tarif à 4 index doivent être construites sur la même base de coûts, sans recherche d'incitation de bascule de l'un vers l'autre, afin de limiter tout effet discriminatoire en fonction de la situation de chaque client et des avancées en termes de déploiement des compteurs évolués sur les différentes zones.  
En particulier, les ELD veulent éviter que le TRV soit moins contestable pour les fournisseurs proposant des offres de marché sur leur zone du fait de l'absence d'une possibilité d'optimisation par l'option TURPE 4 postes, dans le cas où cette option serait d'un niveau substantiellement différent par rapport aux options non saisonnalisées.
- Nous soulignons que, conformément aux dispositions du Code de l'énergie, le déploiement des compteurs Linky s'effectue selon des calendriers différents en fonction des territoires et qu'il convient d'en tenir compte.
- Il n'est sans doute pas souhaitable que le client ait le choix entre différents types de tarifs, puisque le choix se ferait au détriment de la collectivité.

De ces constats, nous proposons deux solutions alternatives.

La première consisterait à généraliser, dès le début de TURPE 6 (pour les clients avec l'historique de consommation nécessaire, et selon un planning compatible avec les contraintes SI des acteurs), les options à 4 plages temporelles pour les clients disposant d'un compteur Linky. Dès lors, tous les clients équipés d'un compteur communicant n'auraient plus d'option basculeraient progressivement vers un TURPE 4 postes. Pour les clients ne disposant pas de compteurs communicants, les options non saisonnalisées seraient maintenues. En raison de l'absence d'optionnalité, et pour assurer une non-discrimination entre clients et territoires, ces options non saisonnalisées devraient être construites de telle façon à ce que leur niveau moyen soit égal au niveau moyen du TURPE 4 postes, à savoir des tarifs base et HP/HC au même niveau moyen que le tarif 4 postes (étant entendu que ce point ne concernerait pas les clients ayant refusé la pose d'un compteur communicant et dont le surcoût serait traité par une prestation annexe, cf. question 9).

La seconde consisterait, sous réserve de faisabilité (l'opportunité de cette solution reste en effet à démontrer, des travaux étant en cours par les ELD pour étudier ses impacts), à opter pour la même généralisation rapide du tarif à 4 plages temporelles pour tous les clients en prévoyant, dans les relations GRD-Fournisseurs et pour les clients non dotés de compteurs communicants, une reconstitution d'un quatre postes par une solution *de type profilage*, conscients qu'un tel mécanisme ne pourrait toutefois être utilisé pour une facturation de l'énergie sur chacun des 4 postes au client final. Nous nous tenons à la disposition de la CRE pour partager les futurs enseignements de ces travaux si la CRE considère la solution comme potentiellement pertinente.

Nous sommes à disposition de la CRE pour échanger sur ces pistes qui permettent, d'une part, de prendre en compte la diversité des situations en faisant en sorte que le déploiement progressif des compteurs Linky ne freine pas la concurrence en fonction des zones et, d'autre part, en supprimant d'éventuels effets d'aubaine par une généralisation plus rapide du 4 postes.

**Question n°7 : êtes-vous favorable à l'évolution des grilles BT < 36 kVA ?**

**Réponse :** L'UNELEG est favorable au bon reflet de la saisonnalité des coûts variables du TURPE. Elle est favorable à l'évolution des coefficients de la composante de soutirage BT  $\leq$  36 kVA qui va dans le sens d'un rééquilibrage entre la part fixe et la part variable de la composante soutirage du TURPE.

**Question n°8 : êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?**

**Réponse :** il n'est pas souhaitable que le client ait le choix entre différents types de tarifs puisque le choix se ferait au détriment de la collectivité. Aussi, nous considérons que le maintien des options dérogatoires, après la généralisation des options à 4 plages temporelles, doit être réservé uniquement aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, que ce soit de leur propre fait ou pour d'autres raisons.

**Question n°9 : partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?**

**Réponse :** Les ELD considèrent que si un consommateur est dépourvu d'un compteur Linky de son propre fait (refus de pose par exemple), il revient à ce consommateur de prendre en charge les coûts supplémentaires.

**Question n°10 : êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?**

**Réponse :** nous sommes favorables à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux. Il est cependant nécessaire de préciser ce qu'on entend par « local » : par zone d'un GRD, par poste source, par poste de distribution ?

Une maille la plus fine possible permettrait de coller au plus près des contraintes locales mais entraînerait des développements SI et une gestion plus complexe. Il est donc important, peu importe le degré de localité retenu, que cette adaptation du positionnement des heures creuses reste une faculté pour le GRD.

Enfin, il conviendra, dans la délibération TURPE 6, de déterminer les règles permettant à un GRD d'adapter le positionnement des heures creuses avec les conséquences qu'une telle adaptation peut avoir sur les contrats en cours, tant avec les clients finals qu'avec les fournisseurs.

**Question n°11 : partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension <36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?**

**Réponse :** Nous partageons la position de la CRE. Les ELD sont extrêmement réservées quant à l'introduction d'un dénivelé de puissance en basse tension <36kVA et rappellent que les GRD doivent financer le développement et l'entretien des ouvrages, indépendamment de leur utilisation saisonnière ou non. En effet, la souscription de puissance est une part fixe importante du TURPE qui vient couvrir des coûts fixes d'amortissement et d'entretien annuel des ouvrages indépendamment de leur période d'utilisation. Les ELD ont alerté sur l'effet d'aubaine que cette mesure pourrait entraîner pour certains consommateurs, qui impliquera nécessairement un transfert des coûts non pris en charge par ces consommateurs sur les autres consommateurs.

**Question n°12 : partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées ?**

**Réponse :** nous partageons l'analyse de la CRE et demandons à ce que la règle actuelle soit maintenue.

**Question n°13 : avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?**

**Réponse :** les ELD considèrent qu'il est important que les dispositifs soient simples à comprendre et à mettre en œuvre afin que ces nouveaux usages puissent connaître un essor.